



## **En Palestine occupée Netanyahu met en place le scénario du pire**

L'actualité de ces derniers jours à Jérusalem-Est et en Cisjordanie met en évidence le durcissement dangereux de l'occupation israélienne en Palestine. Les colons, lourdement armés, protégés par l'armée, jouissent d'une totale impunité et sont même encouragés dans leurs agressions assassines, les tirs à balles réelles sont autorisés contre les lanceurs de pierre, les peines d'emprisonnements sont alourdies, les provocations se multiplient, notamment à Jérusalem-Est. Chaque jour des jeunes Palestiniens perdent la vie, tandis que les blessés se comptent par centaines et que les arrestations de masse ont cours. Sans oublier le blocus illégal et criminel de Gaza. On ne peut dès lors s'étonner de voir ressurgir chez les Palestiniens des actes de désespoir, avec des attentats contre les colons (4 ont été tués). Et l'on sait bien que c'est l'occupation qui crée la résistance, légitime.

Privés depuis des décennies de leurs droits nationaux fondamentaux dont le droit à un Etat souverain et viable, les Palestiniens aspirent à redevenir libres. Mais l'intervention politique et diplomatique des Etats du monde, de l'ONU, de l'UE, est indispensable pour faire appliquer les résolutions des Nations unies.

La reconnaissance de l'Etat de Palestine comme membre à part entière de l'UNESCO et l'admission de la Palestine comme Etat observateur à l'ONU, cela reste insuffisant. 135 pays ont reconnu officiellement l'Etat de Palestine, la France non, dont le parlement a pourtant demandé au Président de la République de faire le même choix.

La France doit condamner fermement Israël, agir au sein de l'Union européenne pour mettre fin à l'impunité dont il jouit et le contraindre à appliquer le droit. Elle doit exiger de la communauté internationale des sanctions immédiates -comme la rupture des accords d'association de l'UE avec cet Etat hors la loi- à l'encontre de ceux qui ont pris le risque inconsidéré d'un embrasement de toute la région et demander la mise sous protection internationale du peuple palestinien.

Elle doit aussi, immédiatement, reconnaître l'Etat de Palestine. Le moment est venu !